



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

société KNAUF INDUSTRIE CENTRE
de respecter les prescriptions applicables aux activités de production de pièces en
matières plastiques par injection exploitées sur la commune de Dreux

(n° ICPE 0010000252)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'article L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères, matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;



VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°900 délivré le 12 mai 1998 à la société KNAUF DREUX PLASTIQUES pour l'exploitation d'une unité de production de pièces en matières plastiques par injection sur le territoire de la commune de Dreux à l'adresse suivante : rue des Livraindières, Zone industrielle concernant notamment la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 07 mars 2011 informant de l'arrêt de l'activité de peinture et du réaménagement des ateliers ;

VU le courrier du 27 mars 2014 actant le caractère non substantiel de ces modifications ;

VU le courrier du 22 octobre 2014 de la société KNAUF INDUSTRIES demandant le bénéfice des droits acquis en application de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement ;

VU la déclaration de modification ICPE de la société KNAUF INDUSTRIES en date du 18/09/2025 référencée A-5-HBC5XFXC ;

VU les éléments de réponse apportés par l'exploitant par courriel du 29 juillet 2025 qui font suite à la visite d'inspection du 23 juin 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier dématérialisé du 07 août 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 14 août 2025 informant l'exploitant du projet de l'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 23 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- les trappes de désenfumage et le système d'extinction automatique incendie ne sont pas maintenus dans un bon état de fonctionnement ;
- l'installation électrique du site présente un risque d'incendie ;
- la présence d'un stockage de sacs de billes de polystyrène conditionnés en masse sur une partie de la voie engins.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions techniques et réglementaires suivantes :

- **article 1.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mai 1998** : « L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés [...]. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié » ;
- **article 1.6.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mai 1998** : « L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est contrôlée annuellement par un technicien compétent [...] » ;
- **article 2.11 (annexe I) de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000** : « En fonction du

risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés. De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres [...] ».

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le défaut d'entretien de l'installation électrique est de nature à présenter un risque d'incendie sur le site ;

CONSIDÉRANT que les dysfonctionnements constatés sur les moyens de sécurité et d'intervention contre l'incendie (trappes de désenfumage et système d'extinction automatique incendie) sont susceptibles d'affaiblir le niveau de sécurité de l'installation ;

CONSIDÉRANT que les conditions de stockage des sacs de billes de polystyrène ne permettent pas aux salariés d'accéder en toute sécurité au point de rassemblement en cas d'évacuation du bâtiment ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société KNAUF INDUSTRIES CENTRE de respecter les prescriptions réglementaires susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir :

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

La société KNAUF INDUSTRIES CENTRE exploitant une unité de production de pièces en matières plastiques par injection sur la commune de Dreux est mise en demeure de respecter les dispositions techniques et réglementaires :

- de l'article 1.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mai 1998 en procédant aux réparations nécessaires de remise en fonctionnement des trappes de désenfumage défectueuses et du système d'extinction automatique incendie dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 1.6.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mai 1998 en remettant en conformité son installation électrique de telle sorte qu'elle ne puisse plus présenter de risque d'incendie dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 2.11 (annexe I) de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 en organisant des îlots de stockage conformes à la prescription susvisée dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – SANCTIONS

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – NOTIFICATION


- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Sous-Préfet de Dreux et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire .

Article 5 – EXECUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

30 OCT. 2025

A Chartres, le
Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN